

150 ans depuis la Commune de Paris

Un entretien avec Michèle Audin

« C'est l'unique moment dans l'histoire de France où la « vile multitude » a pris la parole et même le pouvoir pour quelques semaines. » L'infatigable écrivaine nous explique pourquoi la Commune de Paris était et demeure importante, autant pour la construction de l'État français que pour l'imaginaire de la gauche internationale.

Ethan Earle : Vous êtes une mathématicienne et écrivaine, et vous tenez un blog sur la Commune de Paris, devenu une ressource inestimable pour toutes les personnes intéressées par son histoire. Expliquez-nous plus sur ce projet, votre trajet professionnel et votre relation intellectuelle et politique avec la Commune.

Michèle Audin : Ça commença comme ça : je voulais écrire un roman qui se passe à Paris pendant la Commune de 1871. Je me suis rapidement aperçue que ce que je croyais savoir de cet événement était presque toujours déformé et même souvent très faux. Et que je n'étais pas la seule à commettre ces erreurs. Il y a toute une « légende dorée » de la Commune – il est d'ailleurs très intéressant de comprendre d'où elle vient, pourquoi et comment elle se propage. En tout cas, j'ai appris des choses que j'ai eu envie de raconter. Mais ça faisait beaucoup trop pour un roman. Je suis restée bloquée, jusqu'à ce que j'aie l'idée de créer ce blog. Les articles m'ont délestée de tout ce que je savais « de trop ».

Coup double : j'ai écrit le roman, *Comme une rivière bleue...* et le blog a continué sa vie propre.

C'est comme ça, la recherche : plus vous apprenez, plus vous vous apercevez de ce qu'il vous reste à apprendre ! C'est une expérience que j'avais avec la recherche en mathématiques, mais ça m'a quand même surprise. Comme vous voyez, je n'esquive pas complètement la question des mathématiques. Elles jouent dans cette histoire un rôle multiple. Elles m'ont inculqué un « devoir de rigueur », bien sûr. Mais aussi, un des thèmes de *Comme une rivière bleue* est ce que font les académiciens des sciences, à Paris, pendant la Commune...

Évidemment, ce désir de roman, ce n'était pas vraiment le début de ma relation à la Commune... Celle-ci, avec sa légende dorée, vient de beaucoup plus loin, sans doute de ce que j'ai été élevée dans une famille communiste... à l'origine elle est plus sentimentale qu'intellectuelle et politique. J'ai été très impressionnée lorsque je suis allée pour la première fois au mur des Fédérés. C'était pour le centenaire de la Commune, j'avais dix-sept ans.

EE : Pourquoi la Commune est aussi importante ? Comment a-t-elle (et la réaction) contribué à la construction du pouvoir d'État ? Pourquoi est-elle aujourd'hui encore un enjeu de mémoire pour la France ?



MA : Dans le courant du vingtième siècle, il y avait un enjeu politique, avec un parti communiste fort, qui pensait la Commune comme une sorte de prologue à la révolution russe d'octobre 1917. De sorte que cette question focalisait une bonne partie de l'enjeu de mémoire, à travers des problématiques comme : aurore ou crépuscule ? dictature du prolétariat ou autogestion ? (je schématise).

Aujourd'hui, assez différemment, elle reste un enjeu politique de taille. Je crois que c'est l'unique moment dans l'histoire de la France où la « vile multitude » a pris la parole et d'ailleurs même le pouvoir, pour quelques semaines. Beaucoup de Parisiennes et de Parisiens se sont mis à discuter de leurs affaires, de leur vie, de leurs désirs, de leurs espoirs. Ils n'étaient pas des politiciens professionnels, ils étaient des inconnus. Même à leurs élus, qui étaient presque aussi inconnus qu'eux, ils ne donnaient pas le droit de parler à leur place. C'est ce que nos « démocraties » craignent le plus.

EE : Vous avez récemment écrit un livre sur la Semaine Sanglante, où la Commune souffre sa dernière défaite et plus de 10 000 Communard.e.s sont tué.e.s par le gouvernement de Thiers. Racontez-nous cette semaine. Qu'est-ce que tout le monde devrait savoir ? Qu'est-ce que personne ne sait sur la Semaine Sanglante ?

MA : M. Thiers et son gouvernement ont fui à Versailles le 18 mars. À Paris, le Comité central de la garde nationale a organisé des élections à la suite desquelles, le 28 mars, la Commune a été proclamée. Mais simultanément, à Versailles, Thiers ne perdait pas son temps et réorganisait l'armée, à l'aide notamment de prisonniers de guerre libérés par les Prussiens. Cette armée a été formée à attaquer Paris : il n'était plus question de laisser aux soldats une chance de fraterniser avec les Parisiens, comme cela s'était produit le 18 mars à Montmartre. Dès le 2 avril, la guerre (civile) était commencée par Versailles. Ce fut bien une guerre meurtrière, même si elle a d'abord été maintenue à l'extérieur de Paris par la défense des fortifications et des forts du sud (Issy, Vanves...). Jusqu'au 21 mai où, grâce à l'affaiblissement de la Commune et à un bastion des fortifications mal (ou pas) défendu, l'armée versaillaise a réussi à pénétrer dans la ville, par la porte de Saint-Cloud. Au long de la semaine, elle a méthodiquement reconquis la ville, d'ouest en est. Cela s'est terminé le 28 mai à Belleville.

On a dressé six à neuf cents barricades dans la ville, que l'armée versaillaise a prises, ou a tournées. Mais ce qu'on ne sait pas assez, c'est qu'il n'y a pas eu que cette guerre des rues. Les barricades, c'était une guerre meurtrière, mais c'était la guerre. Ensuite, la même armée a massacré, de façon à la fois systématique et complètement arbitraire, les populations des quartiers conquis. Les quartiers de l'est notamment ont été victimes d'un authentique carnage.

Ce que personne ne sait – et ne saura jamais – c'est combien il y a eu de victimes. Plus de dix mille corps d'inconnus ont été inhumés dans les cimetières parisiens. Mais tant d'autres ont disparu ailleurs...

EE : Vous êtes aussi la fille de Maurice Audin, un anticolonialiste assassiné sous la torture en 1957 en Algérie par l'armée française. Voyez-vous des similitudes entre la construction de la mémoire officielle d'État de la Commune et celle de la guerre d'Algérie ?



MA : Il me semble qu'il y a plus que des similitudes.

Bien des officiers de l'armée française « régulière » qui ont mené la répression contre l'insurrection parisienne avaient fait leurs classes en Algérie. Ils sont passés sans mal des crimes coloniaux aux massacres de la Semaine sanglante...

On peut aussi penser à la bataille d'Alger où, en 1957, tous les pouvoirs de police ont été donnés à l'armée, comme ça avait été le cas à Paris en mai 1871 – pour la première fois à l'échelle d'une grande ville. Cette fois, c'est la guerre coloniale qui a « bénéficié » des acquis de la Semaine sanglante.

On peut encore penser à la terreur tricolore. Comme l'a dit Thiers pendant la Semaine sanglante : « Le sol de Paris est jonché de leurs cadavres. Ce spectacle affreux servira de leçon, il faut l'espérer, aux insurgés qui osaient se déclarer partisans de la Commune. » N'est-ce pas la même « philosophie » qui a été mise en œuvre en mai 1945 à Sétif et à Guelma ?

Et ce n'est pas tout. On donne une leçon, et en même temps, il y a un déni. Un historien versaillais, Maxime Du Camp, vous jure qu'il n'y a pas eu plus de 6 500 morts à Paris pendant la Semaine sanglante. Bizarrement, la question du nombre de morts aussi semble un enjeu. Qui sait combien de morts il y a eu en Algérie en mai 1945 ?

Ce qui, bien sûr, évoque aussi la répression de la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961 – nous revoici à Paris. Là encore, il s'agissait de terroriser. C'était à Paris, et il y a à peine soixante ans. Un énorme mensonge d'état a fait que le nombre de disparus n'est toujours pas connu avec certitude.

Vous savez certainement que les historiens de la guerre d'Algérie se heurtent, en France, à un difficile problème d'accès aux archives. La distance temporelle et la proximité géographique font que la consultation des archives est bien plus facile pour l'histoire de Paris en 1871 que pour celle de l'Algérie au vingtième siècle.

Mais rassurez-vous, comme je l'ai dit et malgré cet accès plus simple aux archives, le mensonge d'état a été bien organisé là aussi, de sorte qu'il y a bien des choses qu'on ne saura jamais sur les massacres de Paris en 1871 !

EE : Vous êtes également autrice de livres sur les « inconnu.e.s » de la Commune, particulièrement les femmes. Pourquoi ? Qu'est-ce que la littérature permet de faire que l'étude de l'histoire ne fait pas ?

MA : Les communards sont des inconnus. Ils l'étaient déjà de leur temps. On le leur a reproché : « Voilà un maçon qui voulait gouverner la France ! » dit un militaire versaillais à un ouvrier communard qu'il va fusiller. C'est très difficile de les retrouver, pour faire leur histoire, leurs histoires.



Et c'est cent fois pire lorsque ces inconnus sont des inconnues. D'abord parce que, déjà de leur temps, on les a omises. Voici un exemple. Tout le monde vous le dit, le club de la révolution sociale était un club majoritairement féminin. Il a d'ailleurs traité de sujets comme « Les femmes par l'église et la révolution ». Sauf que le compte rendu de la séance inaugurale dans le *Journal officiel* (de la Commune) nomme sept personnes... tous des hommes.

C'est la façon dont l'histoire a été écrite, sur le moment, par des communards. Mais ce n'est pas terminé. Je vous donne deux autres exemples.

Alix Payen est une jeune femme qui, en avril 1871, s'engage comme ambulancière dans le bataillon où son mari est garde national. Elle participe à la guerre au fort d'Issy, à Neuilly et Asnières. Ce ne sont pas des escarmouches, c'est une vraie guerre. Elle va ramasser les blessés sous les balles versaillaises. Son mari est tué. Elle écrit à sa mère et raconte, au fur et à mesure, la vie du bataillon. « C'est la nuit surtout que le combat devient furieux », dit-elle, dont j'ai fait le titre de « son » livre aux éditions Libertalia. Ses lettres avaient été publiées par Péguy en 1911, par Maspero en 1978. Je crois qu'il n'existe aucun autre témoignage immédiat, écrit sur le vif, de cette guerre. Pourtant cette femme n'apparaît dans aucun dictionnaire biographique de la Commune – même pas dans un dictionnaire « des femmes de la Commune ».

Pas plus que n'y figure Émilie Noro. Celle-là a été arrêtée pendant la Semaine sanglante et emmenée comme prisonnière à Versailles où elle a passé des mois avant de bénéficier d'un non-lieu. Elle a écrit un témoignage sur les mauvais traitements dans l'enfer de ces prisons, qui a été oublié dans un tiroir jusqu'en... 1913, avant d'être publié et... oublié à nouveau.

Il n'y a pas que ces omissions – anciennes ou récentes. La source ultime, celle qui prouve que vous avez existé, l'état civil, était très inégalitaire. Pas seulement parce que les femmes sont souvent appelées par le nom de leur mari, qui n'est pas celui que leur connaît l'état civil. Mais aussi parce que, dans les actes, tous les témoins étaient des hommes (et les témoins sont très utiles pour établir des liens entre les gens).

Grâce à l'état civil et aux témoins des actes familiaux, j'ai appris beaucoup de choses sur un communard, Albert Theisz. Je savais aussi qu'il s'était réfugié à Londres, qu'il y avait été rejoint par une femme chez qui, sans doute, il avait été dissimulé après avoir échappé à la Semaine sanglante, qu'elle l'avait soutenu et entretenu en travaillant comme blanchisseuse... Mais je n'ai rien réussi à apprendre sur cette femme, même pas son nom (tout au plus, peut-être, le nom de son mari, qui n'était pas Albert Theisz). Elle était « la compagne dévouée » d'Albert Theisz... C'est une femme que l'histoire a laissé perdre...

Ici s'arrête l'histoire.

Le seul moyen d'en savoir plus sur elle, c'était... de la réinventer. Elle est l'héroïne de *Josée Meunier, 19 rue des Juifs*. C'est un roman. Voilà un exemple de ce que peut faire la littérature. J'espère qu'elle apporte aussi quelque chose à l'histoire.

EE : On a parlé d'histoires oubliées, et d'histoires lourdes et difficiles. Mais la Commune est aussi un événement important dans l'imaginaire de la gauche mondiale. Pourriez-vous nous décrire un fait historique de la Commune qui nourrit cet imaginaire ? Une anecdote qui donne de l'espoir ?



MA : La joie lors de la fête de la proclamation de la Commune ? L'ouvrier bijoutier hongrois Leo Frankel, étranger et élu à la Commune ? Et tout premier « ministre du travail » de toute l'histoire de France ? Le décret interdisant le travail de nuit des ouvriers-boulangers, pour qu'ils aient du temps, une vie sociale, qu'ils puissent lire, s'instruire ? Et seul décret vraiment socialiste de la Commune, selon toujours Leo Frankel ? Un membre du club des Prolétaires qui râle parce que ces ouvriers sont venus remercier la Commune pour ce décret – le Peuple n'a pas à remercier ses mandataires d'avoir fait leur devoir ? Ou alors, ma préférée, la parole d'une vieille prolétaire qui, dans un club de Montmartre, répond à un jeune homme qui vient d'exposer les buts de la Commune :

Il nous dit que la Commune va faire quelque chose pour que le peuple ne meure pas de faim en travaillant. Eh bien ! vrai, ce n'est pas trop tôt ! Car voilà quarante ans que je suis laveuse et que je travaille toute la sainte semaine, sans avoir toujours de quoi me mettre sous la dent et payer mon terme. Et pourquoi donc que les uns se reposent du Jour de l'an à la Saint-Sylvestre, pendant que nous sommes à la tâche ? Est-ce juste ? Il me semble que si j'étais le gouvernement, je m'arrangerais de manière à ce que les travailleurs puissent se reposer à leur tour. Si le peuple avait des vacances comme les riches, il ne se plaindrait pas tant, citoyens.

Michèle Audin, mathématicienne, se consacre maintenant à la littérature et s'intéresse particulièrement à l'histoire de la Commune de 1871 et du mouvement ouvrier de la fin du second empire. À ce sujet, elle est l'auteure des romans *Comme une rivière bleue* et *Josée Meunier 19 rue des Juifs* (Gallimard). Elle a aussi publié les Écrits d'Eugène Varlin, les lettres d'Alix Payen et *La Semaine sanglante* (Libertalia).

